



VICTORIA

Syndic Pascal KNUETS Immobilier
A l'attention de Laurent Vander Elst
Avenue Emile De Mot, 19
1000 Bruxelles

CITYMMO SPRL
rue de la Victoire, 144
1060 Bruxelles
Belgique
TVA 0824.439.820
TEL 00 32 2 2192121

info@century21victoria.be

Par mail lve@knuets.be

Par fax 02/3753406

Le 12/11/2015

Concerne : Vente MARCHAL

Cher Monsieur,

Dans le cadre de la vente du bien immobilier situé au 6^e étage de l'avenue Molière 135 à 1190 Bruxelles appartenant à Mr Bruno Marchal, nous aurions besoin des informations suivantes conformément à l'article 577-11 § 1 du Code civil:

- 1° le montant du fonds de roulement et du fonds de réserve, au sens du § 5 alinéas 2 et 3 ;
- 2° le montant des arriérés éventuels dus par le cédant ;
- 3° la situation des appels de fonds, destinés au fonds de réserve et décidés par l'assemblée générale avant la date certaine du transfert de la propriété ;
- 4° le cas échéant, le relevé des procédures judiciaires en cours relatives à la copropriété ;
- 5 ° les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des trois dernières années, ainsi que les décomptes périodiques des charges des deux dernières années ;
- 6° une copie du dernier bilan approuvé par l'assemblée générale de l'association des copropriétaires.
- 7° le numéro d'entreprise de l'association des copropriétaires.

Pourriez-vous également nous faire savoir si à compter du 1er mai 2001, des travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure ont été effectués dans les parties communes? Le cas échéant, je vous prie de nous communiquer s'il a été fait usage de la possibilité prévue par l'article 49bis de l'AR du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles, à savoir si les tâches et obligations des copropriétaires portant sur la partie du dossier d'intervention ultérieure relative aux parties communes, ont été confiées au syndic.

En vous remerciant de toute l'aide utile et de votre précieuse collaboration en cette transaction, je vous prie de croire, Cher Monsieur, en mes salutations les plus sincères.

Valérie Moïse
Office Manager

* * * Rapport de résultat de la communication (12. Nov. 2015 8:41) * * *

1) CENTURY21 VICTOIRE 022192120
2)

Date/Heure : 12. Nov. 2015 8:40

Fich N°	Mode	Destinataire	Page	Résult	Page Non TX.
0486	TX en mémoire	023753406	P. 1	OK	

Cause erreur

E. 1) Raccroché ou erreur ligne
E. 3) Pas de réponse
E. 5) Taille max. e-mail dépassée

E. 2) Occupé
E. 4) Pas un télécopieur
E. 6) Destination does not support IP-Fax



Syndic Pascal KNUETS Immobilier
A l'attention de Laurent Vander Elst
Avenue Emile De Mot, 19
1000 Bruxelles

CITYMMO SPRL
rue de la Victoire, 144
1050 Bruxelles
Belgique
TVA 0824.439.820
TEL 00322 2192120

info@centuryvictoria.be

Par mail jee@knuets.be
Par fax 023753406

Le 12/11/2015

Concerne: Vente IMMOBILIER

Cher Monsieur,

Dans le cadre de la vente de bien immobilier situé au 6^e étage de l'immeuble 136 à 1100 Bruxelles appartenant à Mr Bruno Marchal, nous aurons besoin des informations suivantes conformément à l'article 577-11 § 1^{er} du Code civil:

- 1° le montant du fonds de roulement et du fonds de réserve, au sens du § 5 articles 2 et 3;
- 2° le montant des profits distribués et par le client;
- 3° la situation des apports de fonds, des fonds de réserve et des fonds de réserve par l'assemblée générale avant la date certaine du transfert de la propriété;
- 4° le cas échéant, le statut des procédures judiciaires en cours relatives à la copropriété;
- 5° les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des fonds d'entretien, ainsi que les documents périodiques des charges des deux dernières années;
- 6° une copie du dernier bilan approuvé par l'assemblée générale de l'association des copropriétaires;
- 7° le montant d'entretien de l'association des copropriétaires.

Pourriez-vous également nous faire savoir si à compter du 1^{er} mai 2011, des travaux nécessitant la rédaction d'un dossier d'intervention ultérieure ont été effectués dans les parties communes? Le cas échéant, je vous prie de nous communiquer si a été fait usage de la possibilité prévue par l'article 681a du IAR du 25 janvier 2001 concernant les charges temporaires ou mobilières, à savoir si les factures des copropriétaires portant sur la partie du dossier d'intervention ultérieure relative aux parties communes, ont été reçues au syndic.

En vous remerciant de toute l'aide utile et de votre précieuse collaboration en cette circonstance, je vous prie de croire, Cher Monsieur, mes salutations les plus sincères.

Valérie Mabe
Officière Manager

02/373.08.50
Syndic